

Chantal Delsol*

« QUI VEUT LA FIN VEUT LES MOYENS »

A première vue, l'adage célèbre « qui veut la fin veut les moyens » apparaît comme une simple maxime d'action et une lapalissade dans la pratique. Si, pour l'homme, les finalités sont d'abord des expressions de l'esprit et attendent leur concrétisation par une mise en œuvre dans la « matière » (c'est à dire dans les faits), il est logique d'affirmer que les moyens doivent s'adapter aux fins poursuivies et se vouloir à proportion des fins, faute de quoi celles-ci resteraient de simples vœux pieux. Si tu veux réussir ton examen, travaille ! Si tu veux atteindre ce sommet, aménage ta force et ta technique afin de tenir tête aux difficultés ! Si tu veux que ton enfant devienne un adulte équilibré, éduque-le ! « Tu ne te donnes pas les moyens de ton ambition... » murmure le père avec regret.

Mais l'adage, qui traîne avec lui des tonnes de sédiments culturels, recèle un sens plus profond. Il a une connotation morale. Il signifie en réalité : **si la fin est bonne, tous les moyens sont bons pour y parvenir**. En même temps il a une connotation péjorative, il est utilisé comme repoussoir, et en fin de compte il signifie à contrario : **même si la fin est bonne, on ne peut pas utiliser n'importe quels moyens pour l'atteindre**. Et même il traite indirectement de cyniques, de criminels, ceux qui s'intéressent seulement aux fins sans trier les moyens qui y conduisent. L'adage est une leçon de morale.

Cela veut-il dire qu'il vaudrait mieux abandonner certaines fins, même bonnes, si les moyens ne le sont pas ? Et à partir de quel moment ? Dans quelle mesure ? Et pourquoi ?

Nous savons tous que la vie pratique, ou vie morale, est en permanence nourrie de concessions à la loi morale. Je crois en la nécessité de dire la vérité, mais je mens à un proche pour lui épargner un souci. Je crois en la justice et je la sers autant que possible, mais je couvre une injustice pour

* Chantal Delsol est professeur de philosophie.

sauvegarder les liens de ma communauté. Les exemples sont légions de moments où nous devons négocier avec la loi morale, et bien souvent la morale consiste à éviter le pire plutôt qu'à faire le bien. N'est-ce pas là une expression concrète et quotidienne de notre adage, et où voit-on qu'il apparaisse ici péjoratif ?

Péjoratif parce qu'il met en garde contre les excès de cette négociation avec la morale. Il signifie qu'il y aurait des limites à ne pas franchir dans l'utilisation de mauvais moyens en vue d'une bonne fin. Il rappelle aussi que dans certains cas historiques, les moyens ont été utilisés sans discernement parce que l'esprit, tout entier tourné vers les fins, avait littéralement cessé de « négocier ». De quoi s'agit-il et à quoi se réfère-t-on ?

Les humains ont une propension habituelle à **vouloir** le bien : l'affirmer est une tautologie, puisque dans la morale naturelle (par exemple chez Aristote) le bien est défini comme « ce qui attire à soi ». Plus loin, ils veulent couramment persuader qu'ils font le bien, même si ce n'est pas le cas : combien transforment leurs définitions du bien et du mal pour justifier leurs actes ? Il est bien rare celui qui se targue de vouloir et de faire le mal : le cynique (comme Sade et ses adeptes contemporains, tel Gert Hekma) est un révolté qui retourne la morale par provocation, et il ne fait guère recette, heureusement. Ainsi, dans la plupart des cas, l'accomplissement d'une action clairement mauvaise s'accompagne de la justification selon laquelle elle a été accomplie en vue d'une fin bonne.

Les exemples extrêmes nous viennent des totalitarismes, qui ont largement contribué à la réflexion sur la fin et les moyens. Ici, qu'il s'agisse du nazisme ou du communisme, nous avons des cas dans lesquels des actes monstrueux sont programmés et justifiés en vue de finalités bonnes. Enfin prétendument bonnes, car on ne parvient pas à comprendre comment elles pourraient l'être si elles doivent passer par de tels moyens (il se trouve pourtant encore des écrivains comme Alain Badiou pour affirmer que les fins du communisme étaient bonnes en dépit des moyens utilisés, que l'on pourrait passer avec désinvolture par perte et profit).

Que s'est-il passé ici ? Comment décrire l'état d'esprit de gens, en l'occurrence des gouvernants, qui se trouvent habités de ce qui nous apparaît comme une véritable schizophrénie ?

Les totalitarismes s'étaient bien dotés d'une morale. Le communisme défendait dans la vie quotidienne une « vertu » qui allait jusqu'à la prudence, ce qui est assez cocasse quand on connaît le reste. Hitler, contrairement à ce que l'on croit souvent, proclamait dans *Mein Kampf* une morale, *sui generis*, certes, mais réelle, qui renversait l'ancienne morale chrétienne et, parce que celle-ci était prégnante, on se souvient que les

bourreaux du régime, qui n'étaient pas tous des sadiques de naissance, subissaient une propagande volubile qui les pressaient d'oublier leurs principes humanitaires pour ne penser qu'à leur tâche. Ces régimes possédaient bien des principes du devoir-être, ils avaient d'ailleurs récupéré les anciens pour les retourner à leur profit (l'honneur se réduisait à l'obéissance au chef ou au parti, le courage à la capacité de franchir n'importe quelle limite, etc.). En tout cas, il existait pour eux un bien et un mal.

Mais la différence entre ces visions du monde et la nôtre ne se réduisait pas à la différence dans la caractérisation des « vertus », ou si l'on veut, à la définition du contenu du bien et du mal. Cela ne suffirait pas à expliquer le chaos des fins et des moyens. Plus profondément, il y avait là une valorisation et une hauteur des espoirs qui n'était pas les nôtres. Nous avons coutume de nous donner des fins globales, puis des buts qui obéissent à ces fins, puis des moyens qui concrétisent ces buts. Dans les sociétés régies par la philosophie des droits de l'homme, les fins globales décrivent un monde, peut-être introuvable, mais auquel il faut travailler, dans lequel chaque personne, sur la terre entière, verrait reconnaître et réaliser sa dignité. Pour y parvenir, on considère qu'il faudrait par exemple développer les démocraties ou repousser jusqu'au néant la pauvreté, et ce sont là les buts que nous nous donnons. Mais nous n'allons pas utiliser n'importe quel moyen, car les moyens, comme les buts, sont pour nous au service des fins globales : si nous imaginons d'imposer ici ou là la démocratie par une dictature sanguinaire, ou de rayer une ville de la carte pour anéantir ses poches de pauvreté, ce serait incohérent en soi, puisque contraire aux fins globales, qui sont globales parce qu'elles doivent inspirer toute action : pour nous, les buts et les moyens sont ordonnés ensemble aux fins. Il en allait autrement pour les totalitarismes, qui ne se donnaient pas des « fins », mais seulement des buts : projets précis en terme de réalisation, et des buts sacrés (c'est à dire inviolables et intouchables) dans leur immanence même. La valeur absolue de leurs buts enlevait toute valeur aux moyens.

Mais il y a plus : les visions totalitaires avaient forgé des buts sans relation avec le monde présent, et qui n'exprimaient pas sa continuation, son amélioration, mais la création d'un monde entièrement nouveau, et d'un homme entièrement refait. Ce monde nouveau seul portait valeur. La société présente se voyait dès lors dévalorisée, et l'homme présent était considéré soit comme un arriéré dont il fallait attendre la mort ou l'activer (chez les communistes), soit comme un homme à exterminer aussitôt (les races impures chez les nazis) ou comme un homme porteur de l'avenir, qu'il fallait dresser et faire se reproduire à l'égal d'un étalon (les Aryens chez les nazis). Autant dire qu'ici et là, les humains d'aujourd'hui servaient

à différents degrés de vulgaires moyens pour préparer l'humain de l'avenir, le seul qui importât. Nous n'avons aucune idée comparable : notre éthique nous incite à améliorer l'humanité présente avec ses imperfections et ses faiblesses, et pour nous, les buts et les moyens appartiennent au même monde, où tous les hommes sont respectables en vertu des fins éthiques placées au-dessus de tout.

L'histoire des deux totalitarismes nous présente un excès qui permet de mieux comprendre comment les moyens peuvent échapper aux fins au point de les contredire. Mais cela ne signifie pas que ce problème ne se pose pas aux autres visions du monde, non totalitaires. Lorsque les moyens et les buts servent ensemble des fins éthiques surplombantes, ce qui est notre cas, la question se pose bien souvent de savoir jusqu'à quelles limites il est loisible de concéder des entorses morales dans le choix des moyens pour parvenir aux buts. La vie morale n'est pas transparente ni cohérente, parce que la morale est une activité pratique (si elle était théorique, ce serait si simple, comme dans le cerveau d'un donneur de leçons). Et nous nous posons ces questions parce que nous voudrions que les moyens et les buts obéissent de la même manière aux fins éthiques, ce qui n'est pas un mince programme. Fatalement, les débats surgissent là, dans cette charnière, à ce nœud d'adaptation, qui fait partie de notre condition tragique. Y a-t-il des moyens que l'on ne devrait jamais employer, quitte à préférer la mort, personnelle ou sociale, ou le déshonneur ou l'indignité ? La philosophe américaine Elizabeth Anscombe récusait la politique de son pays parce qu'elle pensait que quelque soit la situation et ses dangers, jamais un gouvernement ne pouvait se targuer du droit moral de jeter une bombe comme celle d'Hiroshima. L'emploi de la torture suscite de vastes querelles, indignées d'un côté comme de l'autre.

Je dirais que, d'une manière générale, les moyens considérés comme indignes ou criminels doivent être bannis par la loi morale et aussi, si la décence de la société le permet, par la loi positive ; mais que la conscience individuelle devrait bénéficier d'indulgence lorsque dans un cas particulièrement tragique, elle a décidé d'utiliser un moyen répréhensible. Dans certains cas, la situation est si complexe et si dramatique qu'une décision de conscience ne peut trouver comme juge que Dieu en personne. Non pas que les instances morales ou légales s'en lavent les mains, mais elles se trouvent désemparées, et il arrive que des jurés refusent de juger certains crimes dont les circonstances sont trop atterrantes pour qu'ils passent sous la toise de la généralité.

Dans une morale comme la nôtre, les moyens obéissent aux mêmes critères que les buts et les fins. Ils ne sont pas littéralement asservis aux buts, en réalité, ils ne sont pas seulement des « moyens » en terme technique. Ils font partie de la vie morale en ce qu'ils sont, eux aussi, des

actions humaines. C'est pourquoi leur utilisation exige de penser non seulement leur efficacité, mais aussi leur cohérence avec les critères qui régissent toute action, et sont directement rapportés aux fins. D'où les drames cornéliens qui déchirent nombre de nos actions. Et c'est pourquoi on verra certains préférer renoncer aux buts les plus nobles pour ne pas devoir utiliser des moyens injustifiables, qui amènent à avilir les buts, puisque tout est lié.

L'attention portée aux moyens se manifeste, en tout cas, dans une morale de la conviction et pas seulement de la responsabilité, pour reprendre les expressions wébériennes. S'il s'agissait uniquement d'obtenir des résultats performants, la couleur des moyens n'aurait pas d'importance. Mais une morale de conviction obéit à des critères de valeur qui peuvent aller jusqu'à contredire et sacrifier les résultats eux-mêmes. D'après Elizabeth Anscombe, un gouvernant devrait à la limite sacrifier le salut de l'Etat pour ne pas devoir sacrifier des millions d'innocents. Dans ce cas, le salut de l'Etat n'est pas le but ultime, mais plutôt l'idée que l'on se fait de l'humain – qu'une religion se tienne ou non derrière ce jugement moral. Un humain ne doit pas se livrer à tel ou tel acte, sinon il sacrifie sa dignité d'humain tout en sauvant un Etat qui dès lors devient une fourmilière...

C'est bien dans la question de la fin et des moyens qu'apparaissent les cas de conscience. Quand le cas est dramatique, il sera impossible et souvent injuste de juger la décision finale. Mais si la décision finale est incertaine, l'interrogation première demeure une exigence. Celui qui ne pose pas la question des moyens, se tire une balle dans l'âme.